



HAL
open science

Les colères et le drapeau: quels ont été les effets de la pandémie de Covid-19 et de la guerre en Ukraine sur les votes pour les candidats populistes à l'élection présidentielle de 2022 en France ?

Gilles Ivaldi

► To cite this version:

Gilles Ivaldi. Les colères et le drapeau: quels ont été les effets de la pandémie de Covid-19 et de la guerre en Ukraine sur les votes pour les candidats populistes à l'élection présidentielle de 2022 en France?. *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, 2023, 19 (1), pp.131-199. halshs-04360563

HAL Id: halshs-04360563

<https://shs.hal.science/halshs-04360563>

Submitted on 21 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les colères et le drapeau : quels ont été les effets de la pandémie de Covid-19 et de la guerre en Ukraine sur les votes pour les candidats populistes à l'élection présidentielle de 2022 en France ?

Gilles Ivaldi

Sciences Po, Centre de recherches politiques (CEVIPOF), CNRS, Paris, France
gilles.ivaldi@sciencespo.fr

Cet article est la version pre-print d'un article paru dans *Nouvelles Perspectives en Sciences Sociales* :

Ivaldi, Gilles (2023) Les colères et le drapeau : quels ont été les effets de la pandémie de Covid-19 et de la guerre en Ukraine sur les votes populistes à l'élection présidentielle de 2022 en France ?, *Nouvelles Perspectives en Sciences Sociales*, Vol.19, n°1, décembre, pp.131-199

dont la version publiée est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.erudit.org/fr/revues/npss/>

Introduction

Les concepts de « populisme » et de « crise » sont traditionnellement regardés comme consubstantiels, l'un comme symptôme politique, le second comme facteur exogène, moteur ou déclencheur du premier¹. Le populisme prospérerait ainsi dans un climat de crise économique, culturelle ou politique, porté par l'anxiété et le pessimisme social qui viendraient nourrir les sentiments de colère et alimenter la protestation². Si de nombreux travaux attestent de l'importance des contextes de crise dans les dynamiques populistes contemporaines, la relation qu'il est possible d'établir entre ces deux notions demeure encore cependant relativement floue³. A tout le moins, l'hypothèse d'une causalité directe et unidirectionnelle posant la crise comme déclencheur ou moteur du populisme mérite d'être interrogée.

A partir d'une étude de cas de l'élection présidentielle française d'avril 2022, cet article propose d'analyser les effets de la « polycrise » de la pandémie de Covid-19, de la guerre en Ukraine et de leurs conséquences économiques dans l'espace de la compétition politico-électorale. Le contexte inédit de l'élection de 2022 nous offre l'opportunité d'examiner de quelle manière ces différentes crises ont pu jouer, en particulier, sur les dynamiques de vote en faveur des candidats populistes. Trois principaux candidats populistes se sont partagé les suffrages au premier tour de l'élection présidentielle. A droite, Marine Le Pen a obtenu 23,2 % des exprimés et elle s'est une nouvelle fois qualifiée pour le tour décisif où elle a réuni 41,5 % et plus de 13 millions de voix face à Emmanuel Macron. Derrière elle, Jean-Luc Mélenchon a très largement préempté

¹ Rogers Brubaker, « Why Populism? », *Theory and Society*, vol. 46, n° 5, 2017, p. 357–385.

² Sarah Jay *et al.*, « Economic Inequality and the Rise of Far-Right Populism: A Social Psychological Analysis », *Journal of Community & Applied Social Psychology*, vol. 29, n° 5, 2019, p. 418–428.

³ Paul J. Maher *et al.*, « The Many Guises of Populism and Crisis: Introduction to the Special Issue on Populism and Global Crises », *Political Psychology*, vol. 43, n° p. 819-826, <https://doi.org/10.1111/pops.12840>.

l'espace à gauche et a totalisé 22 % des voix au premier tour. Enfin, Éric Zemmour a pour sa part recueilli 7 % des suffrages, un score non négligeable compte tenu de la concurrence forte de la présidente du Rassemblement national (RN).

La présence simultanée, en France, de plusieurs candidats populistes, distribués aux deux extrêmes du spectre partisan, permet de saisir l'effet différentiel de la saillance de chacune des crises de 2022 sur les choix de votes en faveur de différents types d'acteurs populistes. Pour ce faire, cette contribution se situe à l'intersection de deux grands ensembles de littérature scientifique, consacrés au phénomène populiste.

Le premier concerne la relation complexe que le populisme entretient avec la notion de « crise ». De nombreux travaux ont montré que les effets des « crises » et les opportunités qu'elles produisent pour les partis populistes demeurent très hétérogènes et peuvent varier de manière significative selon les contextes, la crise concernée et les acteurs qui tentent de s'en saisir ⁴.

Le scrutin d'avril 2022 a pris place dans le contexte inédit d'une « polycrise » produite par la superposition de la pandémie de Covid-19, du déclenchement de l'offensive russe en Ukraine fin février 2022, et de leurs répercussions socio-économiques sur l'augmentation du coût de la vie et de crise du pouvoir d'achat. On emprunte le terme de « polycrise » à Jonathan Zeitlin et ses collègues. Ces derniers soulignent que le caractère simultané des crises contribue à ouvrir des espaces multiples de politisation, sur une pluralité d'enjeux et de dimensions de compétition, et offre ainsi l'opportunité à divers acteurs d'occuper ces différents espaces ⁵.

La notion de « crise » est abordée ici en tant que construction, représentation et performance, c'est-à-dire, pour reprendre les termes de Rogers Brubaker, comme « catégorie de pratique sociale et politique, cadre d'interprétation contesté et forme rhétorique mise en œuvre par les acteurs politiques » ⁶. Partant, certains auteurs, à l'image de Benjamin Moffit, insistent sur l'importance de saisir la manière dont les leaders populistes, en particulier, « médiatisent » les crises et en façonnent les enjeux dans l'espace de la compétition politico-électorale. Moffit nous rappelle à cet égard que « les acteurs populistes participent activement à la 'spectacularisation de l'échec' qui sous-tend la crise » ⁷. Cette mise en scène vise en priorité les partis au gouvernement rendus responsables de l'échec mais elle s'articule plus généralement avec la rhétorique anti-establishment et anti-élites du populisme, en prenant appui sur des corpus idéologiques plus « épais », qui lui donnent sa forme argumentaire et sa substance ⁸.

⁴ Hanspeter Kriesi et Takis S. Pappas, « Populism and Crisis: A Fuzzy Relationship », dans Hanspeter Kriesi and Takis S. Pappas (dir.), *European Populism in the Shadow of the Great Recession*, Colchester, ECPR Press, 2015, p. 303-325 ; Paris Aslanidis, « Coalition-Making under Conditions of Ideological Mismatch: The Populist Solution », *International Political Science Review*, vol. 42, n° 5, 2021, p. 631-648 ; Yannis Stavrakakis *et al.*, « Populism, Anti-Populism and Crisis », *Contemporary Political Theory*, vol. 17, n° 1, 2018, p. 4-27; Christian Dustmann, « Refugee Migration and Electoral Outcomes », *The Review of Economic Studies*, vol. 86, n° 5, 2018, p. 2035-2091; Giuliano Bobba et Nicolas Hubé (dir.), *Populism and the Politicization of the COVID-19 Crisis in Europe*, Londres, Palgrave Macmillan, 2021.

⁵ Jonathan Zeitlin, Francesco Nicoli et Brigid Laffan, « Introduction: The European Union beyond the Polycrisis? Integration and Politicization in an Age of Shifting Cleavages », *Journal of European Public Policy*, vol. 26, n° 7, 2019, p. 963-976.

⁶ Rogers Brubaker, « Why Populism? » *op.cit.*, p. 8.

⁷ Benjamin Moffitt, « How to Perform Crisis: A Model for Understanding the Key Role of Crisis in Contemporary Populism », *Government and Opposition*, vol. 50, n° 2, p. 189-217, citation p.190.

⁸ Cas Mudde et Cristóbal Kaltwasser, *Populism: A Very Short Introduction*. Oxford University Press, 2017.

Sous l'angle plus spécifique de la « demande », ce premier ensemble de travaux nous renvoie en second lieu à l'analyse du vote populiste comme résultant de l'interaction entre, d'une part, la défiance et le mécontentement politiques, et, d'autre part, les grandes dimensions idéologiques de compétition qui structurent traditionnellement le choix électoral⁹. A cet égard, les votes en faveur des candidats populistes peuvent être appréhendés à la fois dans leur dimension structurelle –c'est-à-dire en lien avec les systèmes de valeurs– mais aussi conjoncturelle, comme une forme, parmi d'autres, de vote sanction et de vote rétrospectif sur les performances de l'exécutif dans un contexte spécifique tel celui de la « polycrise » de 2022.

En s'appuyant sur ces deux grands corpus de littérature, cet article propose d'examiner les déterminants individuels des votes en faveur des candidats populistes au premier tour de l'élection présidentielle d'avril 2022, avec pour objectif de mesurer les effets de la saillance relative pour les électrices et les électeurs de la pandémie de Covid-19, de la guerre en Ukraine et de l'enjeu concomitant du pouvoir d'achat sur leurs choix électoraux, en lien avec l'évaluation rétrospective des performances de l'exécutif. Plus précisément, cet article fait l'hypothèse qu'une même crise a pu agir à la fois comme facteur « aggravant » ou « protecteur » du vote en faveur des candidats populistes, selon qu'elle a été associée à une évaluation négative ou positive du bilan d'Emmanuel Macron.

Dans le premier cas, la jonction de la crise et d'un vote sanction, assis sur le mécontentement et la « colère », a pu produire un surcroît de soutien en faveur des candidats populistes. De nombreux travaux ont montré que le populisme est généralement nourri par une émotion de colère¹⁰. Dans le second cas, un sentiment de crise, combiné à une évaluation positive de l'exécutif, a pu conduire, à l'inverse, à un mouvement de soutien au pouvoir en place –on songe ici au traditionnel effet « drapeau » (*rally around the flag*)¹¹– et, ce faisant, éloigner les électeurs d'alternatives populistes jugées peu crédibles voire inquiétantes.

Cet article est organisé de la manière suivante. Dans une première partie, on revient brièvement sur la définition du populisme et l'identification de ses manifestations à gauche et à droite du spectre politique français dans l'élection présidentielle de 2022. Dans une seconde partie, on discutera plus spécifiquement de la manière dont ces acteurs populistes ont entrepris de politiser et « mettre en scène » la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine, pour tenter d'en exploiter les inquiétudes socio-économiques et les griefs politiques, avant d'aborder nos principales hypothèses d'effets différentiels de ces crises sur les votes en faveur des candidats populistes au premier tour de l'élection présidentielle. Ces hypothèses sont testées au niveau individuel à partir des données de l'Enquête électorale française (ENEF) du CEVIPOF, réalisée auprès d'un très large échantillon d'électrices et d'électeurs français.

L'analyse confirme l'existence d'effets hétérogènes selon les crises et les acteurs populistes considérés, qui interagissent par ailleurs avec l'évaluation rétrospective des performances de l'exécutif pour conférer une signification particulière à chacune des crises et façonner la décision électorale individuelle. En mettant ainsi en regard les « colères » et le « drapeau », ces résultats éclairent, nous le verrons, la nature « hybride » du cycle populiste de 2022, et contribuent plus largement à une meilleure compréhension des liens complexes qui peuvent

⁹ Hanspeter Kriesi et Julia Schulte-Cloos, « Support for Radical Parties in Western Europe: Structural Conflicts and Political Dynamics », *Electoral Studies*, Vol. 65, 2020, 102138.

¹⁰ Rico, Guillem, Marc Guinjoan et Eva Anduiza, « The Emotional Underpinnings of Populism: How Anger and Fear Affect Populist Attitudes », *Swiss Political Science Review*, vol. 23, n° 4, 2017, p. 444-61.

¹¹ Jong R. Lee, « Rallying around the Flag: Foreign Policy Events and Presidential Popularity », *Presidential Studies Quarterly*, vol. 7, n° 4, 1977, p. 252-256.

relier le populisme aux crises au travers de l'interprétation qu'en font les électrices et les électeurs, et de la manière dont ces crises sont elles-mêmes « mises en scène » par les leaders populistes.

Des populismes pluriels

En dépit d'une « popularité » médiatique et académique hors normes ¹², il n'existe pas encore à ce jour de théorie unifiée du populisme. Il n'est pas lieu ici, compte tenu de l'approche essentiellement empirique de cet article, de nous engager dans ces débats théoriques, par ailleurs essentiels. On suivra la définition du populisme proposée par Paris Aslanidis, qui y voit un « cadre discursif » (*discursive frame*), c'est-à-dire un discours moins élaboré qu'une idéologie mais capable de porter et de transmettre une signification cohérente dans une situation particulière. Il constitue de la sorte un mode plus flexible de persuasion et de mobilisation socio-politique permettant à des entrepreneurs politiques de choisir de s'engager dans un cadrage populiste de manière stratégique ¹³.

Cette conceptualisation fait écho à la définition « idéationnelle » du populisme ¹⁴. José Javier Olivas Osuna souligne à juste titre la convergence des approches autour de certains « traits » caractéristiques du populisme comme « contenu », au-delà des désaccords qui subsistent encore quant à son ontologie ¹⁵. Partant, comme l'a très tôt suggéré Cas Mudde, le populisme peut être défini *a minima* comme un principe d'organisation et de légitimation du pouvoir reposant sur trois concepts fondamentaux que sont le peuple, l'élite et la volonté populaire ¹⁶.

L'idée d'un peuple « pur » et homogène est au centre de la vision populiste du politique ; l'appel au peuple en constitue son point nodal ¹⁷. Ce peuple est systématiquement opposé à l'élite, vue comme une « oligarchie » ou une « caste » définie par la détention du pouvoir politique, économique, culturel et/ou médiatique. Cette opposition du peuple et de l'élite s'exprime de manière « verticale » et toujours en termes profondément manichéens – le bien contre le mal ¹⁸. Enfin, comme le rappelle Jan Werner Müller, le populisme voit dans le peuple souverain la source exclusive du pouvoir politique et affirme le primat absolu de la souveraineté populaire, contre ce qu'il perçoit comme les entraves de la démocratie représentative ¹⁹. Federico Tarragoni situe ainsi le populisme dans un « moment » politique marqué par une crise de la démocratie représentative confrontée à une exigence populaire de démocratisation ²⁰.

¹² Sophia Hunger et Fred Paxton, « What's in a Buzzword? A Systematic Review of the State of Populism Research in Political Science », *Political Science Research and Methods*, vol. 10, n° 3, 2022, p.617-633.

¹³ Paris Aslanidis, « Is Populism an Ideology? A Refutation and a New Perspective », *Political Studies*, vol. 61, n° 1, p. 88-104, voir p. 99.

¹⁴ Kirk A. Hawkins et al. (dir.), *The Ideational Approach to Populism: Concept, Theory and Analysis*, New York, Routledge, 2018.

¹⁵ José Javier Olivas Osuna, « From Chasing Populists to Deconstructing Populism: A New Multidimensional Approach to Understanding and Comparing Populism », *European Journal of Political Research*, vol. 60, n° 4, 2021, p. 829-853.

¹⁶ Cas Mudde, « The Populist Zeitgeist », *Government & Opposition*, vol. 39, n° 4, 2004, p. 541-563.

¹⁷ Paul Taggart, *Populism*, Buckingham, Open University Press, 2000.

¹⁸ Benjamin De Cleen et Yannis Stavrakakis, « Distinctions and Articulations: A Discourse Theoretical Framework for the Study of Populism and Nationalism », *Javnost: The Public*, vol. 24, n° 4, 2017, p. 301-319.

¹⁹ Jan Werner Müller, *What is Populism?*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2016.

²⁰ Federico Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme : une nouvelle analyse sociologique*. Paris, La Découverte, 2019, p. 344.

Un second élément, essentiel pour notre propos, concerne l'existence très largement établie dans la littérature de différentes « variantes » populistes, à gauche et à droite du spectre politique, en lien avec les idéologies plus substantielles sur lesquelles le populisme vient généralement prendre appui ²¹.

À droite de l'axe politique, le populisme est le plus souvent repéré au sein de la droite radicale ²². Ce populisme politise les enjeux liés à l'immigration, à l'autorité et à l'identité nationale et son « peuple » idéalisé est d'abord construit en termes culturels, en tant que peuple-ethnos. Le Front national (FN) français de Jean-Marie Le Pen a été historiquement considéré comme le prototype de ce populisme de droite radicale en Europe. En dépit de changements essentiellement cosmétiques induits par la désormais célèbre stratégie de « dédramatisation », son successeur direct, le Rassemblement national (RN) de Marine Le Pen, continue d'incarner le modèle de droite radicale populiste combinant nativisme, autoritarisme et populisme, sur lequel le FN a forgé son succès ²³. Plus récemment, l'émergence d'Éric Zemmour (et son parti Reconquête !) a témoigné d'un élargissement du spectre du populisme à droite de l'échiquier, au sein de l'espace de droite radicale, occupé jusqu'alors par le RN ²⁴.

À gauche, le populisme est généralement associé aux enjeux socio-économiques et à une critique radicale de l'hégémonie néolibérale ²⁵. En France, le parcours de Jean-Luc Mélenchon et de La France insoumise (LFI) a illustré la stratégie populiste de construction d'une opposition du « peuple » et des « élites », sur fond de « démagogie » et d'appel à « l'ère du peuple » ²⁶. Pablo Castaño voit dans LFI une instance de « populisme inclusif » ou « populisme de gauche », défini autour de trois dimensions principales : d'une part, la défense de politiques économiques keynésiennes et redistributives ; en second lieu, la promotion de mécanismes de participation politique directe et d'approfondissement démocratique ; enfin, une définition du « peuple » en termes non spécifiquement ethniques ou culturels ²⁷.

A l'occasion de l'élection présidentielle française de 2022, les marqueurs idéationnels du populisme, tels que le peuple ou l'élite, ont structuré la campagne des principaux candidats populistes. À gauche, ces thèmes ont traversé le programme présidentiel de Jean-Luc Mélenchon, *L'Avenir en commun*, sur fond de promesse de « balayer l'oligarchie », d'« abolir les privilèges de la caste » et d'instaurer une VI^{ème} République permettant l'« intervention populaire » ²⁸. À droite, Éric Zemmour a amplement glorifié « ce peuple qui se tient face à tous ceux qui veulent le faire disparaître » et dit son dégoût des élites, rejetant pêle-mêle le « politiquement correct », « le pouvoir et ses relais médiatiques », « les technocrates de

²¹ Hans-Georg Betz, « Populist Mobilization across Time and Space », dans Kirk Hawkins *et al.* (dir.), *The Ideational Approach to Populism: Concept, Theory, and Analysis*, Abingdon, Routledge, 2019, p. 181–201.

²² Cas Mudde et Cristóbal Kaltwasser, *Populism: A Very Short Introduction*, *op. cit.*

²³ Sylvain Crépon, Alexandre Dézé et Nonna Mayer (dir.), *Les faux semblants du Front National. Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2015.

²⁴ Gilles Ivaldi, « How Do Far-Right Parties Compete with One Another? A Case Study of Éric Zemmour and Marine Le Pen in the 2022 French Presidential Election », *French Politics*, à paraître.

²⁵ Giorgios Katsambekis et Alexandros Kioupiolis (dir.), *The Populist Radical Left in Europe*, Londres, Routledge, 2019.

²⁶ Alexis Gales, *Jean-Luc Mélenchon de la gauche au peuple*, Paris, Bruno Leprince, coll. « Politique à gauche », 2019.

²⁷ Pablo Castaño, « Populismes de gauche en Europe : une comparaison entre Podemos et la France insoumise », *Mouvements*, vol. 96, no. 4, 2018, pp. 169-180.

²⁸ Voir notamment les chapitres consacrés à la réforme institutionnelle (<https://laec.fr/section/3/balayer-loligarchie-abolir-les-privileges-de-la-caste>) ainsi que les livrets thématiques qui les accompagnent (<https://melenchon2022.fr/livrets-thematiques/6e-republique/>).

Bruxelles » et « les trahisons politiciennes »²⁹. Pour sa part, Marine Le Pen a appelé « le peuple à se lever » face au danger d'un pays en proie à « l'ensauvagement dans des villes en sécession » où s'appliquerait « une autre loi que celle des Français », avant de promettre de « redonner la parole à ce peuple souverain que la caste a ignoré, méprisé et parfois matraqué »³⁰.

Les populismes face à la « polycrise »

La « polycrise » consécutive à la superposition de la pandémie de Covid-19 et de la crise ukrainienne a créé un contexte inédit pour les acteurs populistes en France, comme ailleurs en Europe, contexte dont on fait l'hypothèse qu'il a pesé sur l'élection présidentielle de 2022 et la formation des choix électoraux individuels. Il s'agit ici d'appréhender cette « polycrise » comme une « série concaténée de crises » fournissant un cadre d'interprétation mobilisable par les acteurs politiques qui « construisent, mettent en scène, intensifient, dramatisent et contribuent ainsi à produire les crises mêmes auxquelles ils prétendent répondre »³¹.

S'agissant en premier lieu de la pandémie de coronavirus, des travaux ont montré la diversité des stratégies mises en place par les acteurs populistes face aux enjeux du Covid-19³². Dans de très nombreux cas, les leaders populistes ont entrepris de politiser la crise du Covid-19 en invoquant la détresse sociale et économique des citoyens, et les atteintes portées, à leurs yeux, aux libertés publiques dans le cadre des mesures de confinement et de santé publique. Ils ont plus largement dénoncé les conséquences sociales et économiques de la pandémie comme révélatrices de défaillances systémiques dont les élites politiques ont été directement rendues responsables³³.

Dans le cas français, le gouvernement et Emmanuel Macron ont, à cet égard, constitué les cibles privilégiées des diatribes populistes tout au long de la crise sanitaire. Le RN de Marine Le Pen a tenté de relier la pandémie aux enjeux migratoires et de faire porter le discrédit sur les élites pour leur impréparation et leurs mensonges, dénonçant une nouvelle fois le déclin économique et politique de la France tel que révélé, à ses yeux, par la crise du Covid-19³⁴. Éric Zemmour s'est, lui aussi, montré particulièrement critique sur la gestion de la pandémie par l'exécutif, accusant Emmanuel Macron et son gouvernement « d'instrumentaliser la crise sanitaire pour

²⁹ Éric Zemmour, « Discours in extenso prononcé le 5 décembre 2021 à Villepinte », *Valeurs*, 6 décembre 2021. <https://www.valeursactuelles.com/politique/retrouvez-le-discours-in-extenso-prononce-par-eric-zemmour-a-villepinte>.

³⁰ « À Perpignan, Marine Le Pen 'conjure' ses électeurs de voter pour 'une nouvelle ère' », *Le Monde*, 8 avril 2022. https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2022/article/2022/04/08/a-perpignan-marine-le-pen-conjure-ses-electeurs-de-voter-pour-une-nouvelle-ere_6121121_6059010.html

³¹ Rogers Brubaker, « Why Populism? » *op.cit.*, p. 8.

³² Cristina Jayme Montiel, Joshua Uyheng et Erwine Dela Paz, « The Language of Pandemic Leaderships: Mapping Political Rhetoric during the COVID-19 Outbreak », *Political Psychology*, vol. 42, n° 5, p. 747-766.

³³ Nils Ringe et Lucio Rennó (dir.), *Populists and the Pandemic. How Populists Around the World Responded to COVID-19*, Londres, Routledge, 2023.

³⁴ Marta Lorimer et Ethan vanderWilden, « France: Balancing Respectability and Radicalization in a Pandemic », dans Nils Ringe et Lucio Rennó (dir.), *Populists and the Pandemic: How Populists Around the World Responded to COVID-19*, Londres, Routledge, 2023, p.249-257.

de seules fins politiques », dénonçant avec virulence « le fiasco et les mensonges »³⁵. De son côté, Jean-Luc Mélenchon a principalement construit la pandémie comme une crise écologique majeure et a mis en garde contre les dangers d'un libéralisme autoritaire imposant à la fois des mesures antisociales et menaçant la liberté, à l'image de l'état d'urgence sanitaire³⁶. Les trois candidats populistes se sont opposés aux divers certificats sanitaires jugés liberticides et comme stigmatisant les non-vaccinés.

Le déclenchement de la guerre en Ukraine fin février 2022 a produit de nouveaux challenges pour les acteurs populistes, pour certains en continuité avec les enjeux de la pandémie de Covid-19, s'agissant en particulier des inquiétudes socio-économiques qui ont surgi à l'occasion de la crise sanitaire.

Le conflit ukrainien a mis en lumière les relations très ambiguës des principaux leaders populistes avec la Russie de Vladimir Poutine, au nom d'un non-alignement avec l'OTAN et/ou de la proximité idéologique avec le régime autocratique et nationaliste du maître du Kremlin. Ces sympathies pro-russes ont pu porter préjudice électoral à ces acteurs chez des électeurs inquiets du conflit³⁷.

Pour échapper aux accusations de collusion avec la Russie, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon ont condamné rapidement le régime de Vladimir Poutine et entrepris, surtout, de mobiliser les insécurités économiques et sociales face à la flambée des prix. Le leader des Insoumis s'est inquiété de l'impact pour les Français des sanctions contre la Russie et a récusé l'idée d'un embargo sur les hydrocarbures russes, appelant à un blocage des prix des carburants. La cheffe de file du RN a fait écho aux préoccupations de son rival de gauche populiste. Elle a, une nouvelle fois, habilement exploité le créneau « social-populiste » qu'elle a fait sien depuis 2012³⁸, et offert un large éventail de mesures de redistribution en faveur du pouvoir d'achat. En parallèle, elle a fortement critiqué Emmanuel Macron et l'Union européenne pour les sanctions prises contre la Russie au motif qu'elles feraient essentiellement peser le poids sur les entreprises et les consommateurs français.

A contrario, Éric Zemmour n'a, lui, pas été en mesure, semble-t-il, d'éluder le procès en complaisance avec le régime de Vladimir Poutine. L'ancien chroniqueur du *Figaro* est demeuré prisonnier de sa stratégie radicale sur les questions d'immigration et d'identité, ignorant très largement les enjeux socio-économiques, alors qu'il menait une campagne marquée par l'outrance et à la polémique pour tenter de rebondir à chacun des faux-plats de sa campagne.

³⁵ Éric Zemmour, « 'Ma stratégie pour sortir de la crise sanitaire'. La tribune d'Éric Zemmour », *L'Opinion*, 20 décembre 2021, <https://www.lopinion.fr/politique/ma-strategie-pour-sortir-de-la-crise-sanitaire-tribune-eric-zemmour>.

³⁶ Laura Chazel, « France », dans Giorgos Katsambekis et Yannis Stavrakakis (dir.), *Populism and the Pandemic. A Collaborative Report*, POPULISMUS Interventions no. 7 (édition spéciale), Thessaloniki, juin 2020.

³⁷ Gilles Ivaldi, « The Impact of the Russia-Ukraine War on Radical Right-Wing Populism in France », *ECPS Report*, Bruxelles, European Center for Populism Studies, mars 2023, p. 141-154.

³⁸ Gilles Ivaldi, « Du néolibéralisme au social-populisme ? La transformation du programme économique du Front national (1986-2012) », dans Sylvain Crépon et al. (dir.), *Les faux semblants du Front National*, op.cit., p.161-184.

Les votes pour les candidats populistes : dimensions idéologiques, vote sanction et impact des crises

De quelle manière ces crises, telles que politisées par les leaders populistes, ont-elles pesé sur les choix électoraux ? À partir des données de l'Enquête électorale française (ENEF) du CEVIPOF, cet article propose un examen des déterminants individuels des votes en faveur des candidats populistes au premier tour de l'élection présidentielle d'avril 2022. Il s'agit en particulier d'analyser les effets de la saillance de la pandémie de Covid-19, de la guerre en Ukraine et de l'enjeu du pouvoir d'achat, en lien avec l'évaluation de la présidence d'Emmanuel Macron par les électrices et les électeurs.

Il est possible de formuler ici quelques hypothèses qui guideront l'analyse empirique des données.

On peut, en premier lieu, anticiper un effet différent de chacune des crises sur le soutien individuel aux trois principaux candidats populistes au premier tour de l'élection présidentielle de 2022, au regard de la manière dont chacun d'entre eux a entrepris d'exploiter politiquement ces crises et les anxiétés économiques qui en ont découlé. L'interprétation des crises par ces acteurs peut nous inciter, nous allons le voir, à envisager des effets variables dans les électors de Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon et Éric Zemmour. Au sein de l'électorat, la saillance accordée à la guerre en Ukraine devrait notamment exercer un effet négatif sur la propension à soutenir des candidats populistes critiqués pour leurs sympathies pro-russes. Cet effet devrait en particulier être significatif dans le cas d'Éric Zemmour compte tenu des positions très ambiguës de ce dernier sur le conflit ukrainien. À l'inverse, l'importance conférée par les enquêtés à la question du coût de la vie devrait avoir un effet positif sur le soutien à Marine Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon, reflétant la campagne menée par chacun d'entre eux en faveur du pouvoir d'achat.

Cet examen de l'effet différentiel des crises sur les votes en faveur des candidats populistes ne peut, cependant, être conduit indépendamment de celui des aspects politiques associés à la présidence d'Emmanuel Macron, et à l'évaluation rétrospective qu'en ont fait les électrices et les électeurs. Il s'agit en particulier d'analyser ici la manière dont les enjeux produits par la « polycrise » ont interagi avec la défiance et le mécontentement face au président sortant.

Au-delà de l'effet propre des crises, les attitudes négatives à l'égard d'Emmanuel Macron et de son bilan ont pu contribuer aux votes populistes en 2022. La rhétorique anti-établissement des partis et leaders populistes permet en effet à ces derniers, notamment lorsqu'ils sont dans l'opposition, d'exploiter toutes les formes de ressentiment politique à l'encontre des gouvernements et des partis au pouvoir³⁹. Yann Algan et ses collègues ont illustré en particulier l'effet de la défiance politique dans la compréhension du succès des acteurs populistes⁴⁰. Le travail comparatif conduit notamment par Guillem Rico et Eva Anduiza montre que la

³⁹ Sebastian Jungkunz, Robert A. Fahey et Airo Hino, « How Populist Attitudes Scales Fail to Capture Support for Populists in Power », *PLoS One*, vol. 16, n° 12, 2021, <https://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0261658>.

⁴⁰ Yann Algan *et al.*, « The European Trust Crisis and the Rise of Populism, Fall: Brookings Papers on Economic Activity », Brookings Papers on Economic Activity Conference Drafts, 7 et 8 septembre 2017, https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2017/09/4_alganetal.pdf.

perception par les électeurs d'une détérioration de l'économie nationale accroît également de manière significative les attitudes populistes et la défiance à l'égard des élites dirigeantes ⁴¹.

L'opposition au président sortant a constitué un élément important de la campagne présidentielle de 2022, dans laquelle se sont mêlées un ensemble de protestations protéiformes, autour de la gestion de la crise du Covid-19, du rôle d'Emmanuel Macron sur la scène internationale à l'occasion de la guerre en Ukraine, ou de ce qu'il demeure encore du mouvement des Gilets jaunes et de la cristallisation dans l'opinion de l'image d'Emmanuel Macron comme représentant de « l'élite » face au peuple ⁴².

On rejoint ici la littérature classique relative au vote « rétrospectif », c'est-à-dire l'hypothèse selon laquelle la variation des choix électoraux est directement fonction des performances des sortants qui sont, selon les cas, punis ou récompensés ⁴³. Les votes en faveur des candidats populistes constitueraient donc, par hypothèse, l'expression d'un vote « sanction » fortement arrimé à la défiance et l'insatisfaction politiques. Ainsi que l'ont récemment démontré Hanspeter Kriesi et Julia Schulte-Cloos, le soutien individuel aux partis populistes est motivé à la fois par des conflits de long terme stables, socio-économiques et culturels, et par l'impact du mécontentement politique (*political dissatisfaction*) qui peut exercer ses effets indépendamment de ces facteurs structurels ⁴⁴. Dans le contexte français, on peut donc anticiper une corrélation forte au niveau individuel entre le rejet du président Emmanuel Macron et la sanction de son bilan, et les probabilités de votes en faveur des candidats populistes, conjointement à l'effet de la position des individus sur les deux principales dimensions de compétition, l'une économique, l'autre culturelle, qui contribuent plus généralement à l'explication des votes pour ce type d'acteurs politiques ⁴⁵.

Plus fondamentalement, enfin, il s'agit d'examiner dans cet article la façon dont cette évaluation rétrospective par les individus du bilan d'Emmanuel Macron a interagi avec la saillance de chacune des crises et, pour reprendre les termes de Benjamin Moffit, la politisation de celles-ci comme « spectacularisation de l'échec » du président sortant. Si chacune des crises a pu peser sur les choix de vote en 2022, on peut anticiper cependant qu'elle l'a fait de manière différente en fonction du jugement – positif ou négatif – porté par ailleurs par les individus sur le bilan du président sortant.

On fait ainsi l'hypothèse qu'une même crise a pu agir, d'une part, comme facteur « aggravant » de soutien aux populismes lorsqu'elle a été associée à un sentiment d'échec d'Emmanuel Macron, conduisant à un vote sanction à l'encontre de ce dernier, motivé par le mécontentement, au bénéfice des candidats populistes. A l'inverse, on sait que certaines crises

⁴¹ Guillem Rico et Eva Anduiza, « Economic Correlates of Populist Attitudes: An Analysis of Nine European Countries in the Aftermath of the Great Recession », *Acta Politica*, vol. 54, 2019, p. 371-397.

⁴² Voir Pascal Perrineau (dir.), *Le vote clivé. Les élections présidentielle et législatives d'avril et juin 2022*, Fontaine/Grenoble, Presses universitaires de Grenoble/UGA Éditions, 2022.

⁴³ Voir le travail fondateur de Valdimer Orlando Key, avec Milton C. Cummings, *The Responsible Electorate: Rationality in Presidential Voting, 1936–1960*, New York, Vintage, 1966. Pour le cas français, cette hypothèse de nature « référendaire » a été très amplement validée par le passé. Voir notamment Richard Nadeau, Éric Bélanger et Michael S. Lewis-Beck (dir.), *Le vote des Français de Mitterrand à Sarkozy. 1988 - 1995 - 2002 - 2007*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

⁴⁴ Hanspeter Kriesi et Julia Schulte-Cloos, « Support for Radical Parties in Western Europe: Structural Conflicts and Political Dynamics », *Electoral Studies*, Vol. 65, 2020, <https://doi-org.ezproxy.viu.ca/10.1016/j.electstud.2020.102138>.

⁴⁵ Steven Van Hauwaert et Stijn Van Kessel, « Beyond Protest and Discontent: A Cross-National Analysis of the Effect of Populist Attitudes and Issues Positions on Populist Party Support », *European Journal of Political Research*, vol. 57, n° 1, 2018, p. 68-92.

majeures peuvent produire un mouvement de soutien au pouvoir en place selon ce que la sociologie politique américaine a défini comme un effet « drapeau » (*rally around the flag*)⁴⁶. Dans le contexte de l'élection de 2022, on peut donc envisager qu'une même crise, lorsque combinée avec une évaluation positive de l'action du président sortant, a pu produire un tel effet « drapeau » et opérer, alors, comme facteur « protecteur » en éloignant les électrices et les électeurs d'alternatives populistes jugées peu crédibles voire inquiétantes.

Données et méthodes

Cet article utilise les données de l'Enquête électorale française (ENEF) 2022 du CEVIPOF⁴⁷. Ces données sont issues d'un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, inscrite sur les listes électorales, en France métropolitaine. L'enquête a été réalisée du 15 au 18 avril 2022, immédiatement après le premier tour de l'élection présidentielle. Les réponses ont été recueillies en ligne auprès d'un très large échantillon de 12 706 électrices et électeurs, sélectionnés par quotas de sexe, d'âge, de profession, de catégorie d'agglomération et de région.

La variable dépendante est une variable catégorielle de choix de vote lors du premier tour de l'élection présidentielle d'avril 2022, déclaré rétrospectivement par les personnes interrogées : « Pour quel candidat avez-vous voté au premier tour de l'élection présidentielle ? ». Les non-votants et les non-réponses sont exclus des modèles, ce qui donne un échantillon final de 11 349 individus ayant choisi parmi les douze candidats du premier tour.

L'analyse permet d'évaluer l'effet des variables de « crise » sur les choix de votes présidentiels. On teste en particulier l'effet des enjeux cités par les enquêtés parmi leurs trois principales préoccupations au moment de l'élection, à savoir la pandémie de Covid-19, la guerre en Ukraine et le pouvoir d'achat. Ces enjeux sont cités par respectivement 10 %, 27 % et 57 % des personnes interrogées dans l'enquête, attestant de la prédominance des préoccupations liées à la question du coût de la vie, à la guerre en Ukraine et, de façon plus marginale, à une pandémie de coronavirus en relatif reflux au moment du scrutin⁴⁸.

L'effet de ce triptyque d'enjeux de crises est testé conjointement à deux variables politiques. La première concerne le jugement porté par les enquêtés sur Emmanuel Macron, son bilan et « l'échec de sa présidence »⁴⁹ depuis mai 2017. La seconde a trait à l'évaluation sociotropique rétrospective par les répondants de l'évolution de l'économie nationale au cours des cinq dernières années.

On considère également deux variables attitudinales, l'une relative aux préférences socio-économiques en matière de redistribution, l'autre aux attitudes culturelles autoritaires. Il s'agit là, nous l'avons souligné, des deux dimensions de compétition traditionnellement utilisées dans

⁴⁶ Jong R. Lee, « Rallying around the Flag: Foreign Policy Events and Presidential Popularity », *op cit.*, p. 252-256.

⁴⁷ Conduite par l'Institut IPSOS pour le CEVIPOF (Sciences Po Paris), la Fondation Jean Jaurès et le journal *Le Monde*.

⁴⁸ Sous l'angle méthodologique, il faut souligner que l'on ne dispose ici que d'une question relative aux principales « préoccupations » citées par les enquêtés, et non d'une mesure directe des motivations de choix de vote, plus classique de type « problème le plus important », qui eut été préférable.

⁴⁹ On a ainsi demandé aux interviewés leur degré d'accord ou de désaccord avec la proposition suivante : « Emmanuel Macron a un mauvais bilan, il a échoué ».

la spécification des populismes de gauche, d'une part, et de droite, d'autre part, et dont on sait qu'elles orientent de manière significative les choix électoraux ⁵⁰. La construction de ces deux échelles d'attitudes est détaillée en Annexe A1.

L'effet de ces items est contrôlé par les variables sociodémographiques généralement mobilisées dans l'étude du populisme – sexe, âge ⁵¹ et niveau de diplôme – auxquelles on ajoute une mesure de patrimoine économique, qui représente un prédicteur important du vote populiste dans le cas français ⁵². Le détail de toutes les variables et de leurs statistiques descriptives est présenté en Annexe A2.

Afin de tenir compte de la diversité de l'offre électorale populiste en France, l'analyse procède au travers d'une série de régressions logistiques binaires. On teste en premier lieu des modèles pour les votes en faveur des trois principaux candidats populistes de 2022, à savoir Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon et Éric Zemmour. Les électors de chacun de ces candidats sont successivement contrastés avec l'ensemble des autres groupes d'électeurs. Préalablement à l'analyse de l'impact des crises, on teste l'effet des principaux indicateurs sociodémographiques et attitudinaux (Cf. Modèles 1a, 1b et 1c). Cette première série de modèles permet notamment de confirmer l'effet des facteurs qui, dans la littérature, sont généralement pointés comme importants pour comprendre les votes populistes ⁵³. Dans une seconde série de modèles, on ajoute l'effet de l'importance accordée aux principaux enjeux de « crise » du Covid-19, de la guerre en Ukraine et du pouvoir d'achat (Cf. Modèles 2a, 2b et 2c) ⁵⁴.

On considère par ailleurs deux modèles supplémentaires dans lesquels on contraste les électeurs de Marine Le Pen avec ceux d'Éric Zemmour, d'une part (Modèle 3a), et les électeurs de Marine Le Pen avec ceux de Jean-Luc Mélenchon, d'autre part (Modèle 3b). On s'intéresse principalement à la manière dont les candidats populistes sont entrés en concurrence les uns avec les autres et aux facteurs qui ont contribué à unir ou diviser leurs électors dans le contexte de l'élection présidentielle de 2022.

Enfin, en lien avec l'hypothèse d'un effet différentiel des crises sur les votes populistes en fonction de l'évaluation rétrospective du quinquennat d'Emmanuel Macron, on teste un ensemble de modèles d'interactions entre la saillance de chacune des crises et le jugement – positif ou négatif – porté par les individus sur le bilan du président sortant, et ce pour chacun des trois principaux candidats populistes (Modèles 4a, 4b et 4c) ⁵⁵. Dans tous les modèles multivariés présentés, on raisonne « toutes choses égales par ailleurs ».

⁵⁰ Vincent Tiberj, « La politique des deux axes. Variables sociologiques, valeurs et votes en France (1988-2007) », *Revue française de science politique*, vol. 62, n° 1, 2012, p. 71-106. Sur les votes populistes, voir Gilles Ivaldi, « Populisme et choix électoral. Analyse des effets des attitudes populistes sur l'orientation du vote », *Revue Française de Science Politique*, vol. 68, n° 5, 2018, p. 847-872.

⁵¹ On spécifie ici un terme au carré pour tenir compte de possibles effets curvilinéaires.

⁵² Yann Algan *et al.*, *Les Origines du populisme. Enquête sur un schisme politique et social*, Paris, Éditions du Seuil, 2019.

⁵³ Gilles Ivaldi, « Electoral Basis of Populist Parties », dans Reinhard Heinisch, Christina Holtz-Bacha et Oscar Mazzoleni (dir.), *Political Populism. Handbook of Concepts, Questions and Strategies of Research*, 2e édition, Baden-Baden, Nomos, 2021, p.213-224.

⁵⁴ Notons que dans toutes les analyses les effets sont essentiellement commentés en termes de probabilités prédites et de différences entre ces dernières, ce qui simplifie la lecture de coefficients dans des modèles logistiques par ailleurs peu intuitifs du fait des transformations logarithmiques. Ces probabilités sont partout exprimées en pourcentages.

⁵⁵ Pour tous les modèles présentés ici, on conduit un diagnostic de colinéarité afin d'identifier d'éventuelles variables redondantes pouvant fausser les estimations. Cette précaution est importante notamment dans les

Quels ont été les effets de la « polycrise » sur les votes pour les candidats populistes au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 ?

Préalablement à l'analyse de l'impact des crises, on procède à une première série de modèles « base » à partir des seuls indicateurs sociodémographiques et attitudinaux (voir tableau 1).

Les résultats de ces premiers modèles font tout d'abord apparaître des différences significatives dans les profils sociologiques des électorats populistes de 2022. Nos données illustrent l'absence d'un écart de genre dans le vote Mélenchon et la disparition d'un tel écart dans l'électorat Le Pen, une évolution récemment mise en lumière par d'autres travaux ⁵⁶ ; à l'inverse, le vote Zemmour de 2022 apparaît, lui, marqué par une forte surreprésentation des hommes, en contrôlant l'effet des autres variables sociodémographiques et des facteurs attitudinaux.

En termes d'âge, Marine Le Pen a surtout séduit auprès des classes actives, entre 25 et 64 ans : la spécification quadratique de l'effet de l'âge fait ainsi apparaître un effet curvilinéaire significatif avec une probabilité plus élevée entre 25 et 64 ans, et une moindre propension au vote Le Pen à la fois chez les plus jeunes et chez les plus âgés (modèle 1a). Cette distribution tranche avec celle des deux autres candidats populistes : l'électorat de Jean-Luc Mélenchon apparaît avant tout marqué par sa jeunesse ⁵⁷, celui d'Éric Zemmour se révèle, pour sa part, comparativement plus âgé (modèle 1c).

Tableau 1. Votes pour les candidats populistes au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 selon les caractéristiques sociologiques, les dimensions de valeurs et l'évaluation rétrospective de la présidence Macron et de la situation économique nationale

	Vote Le Pen (1a)	Vote Mélenchon (1b)	Vote Zemmour (1c)
Femme (réf=homme)	-0.004 (0.05)	-0.08 (0.06)	-0.60*** (0.09)
Âge (numérique)	0.05*** (0.01)	-0.01 (0.01)	-0.04** (0.02)
Âge au carré	-0.001*** (0.0001)	-0.0001 (0.0001)	0.001*** (0.0001)
CAP-BEP (réf=sans diplôme)	-0.18 (0.13)	0.36* (0.18)	0.03 (0.24)
Baccalauréat	-0.51*** (0.12)	0.38* (0.18)	0.22 (0.23)
Bac+2 (DEUG, DUT, BTS)	-0.96*** (0.13)	0.44* (0.18)	0.44 (0.23)
Supérieur Bac +2	-1.40*** (0.13)	0.64*** (0.18)	0.46* (0.23)
Patrimoine (0-7) (numérique)	-0.06** (0.02)	-0.12*** (0.02)	0.08** (0.03)
Succès Présidence Macron (numérique)	-0.67*** (0.03)	-0.41*** (0.03)	-0.62*** (0.06)
Évol. économie nationale (numérique)	-0.38*** (0.04)	-0.16*** (0.04)	-0.35*** (0.06)
DIM Redistribution (numérique)	-0.38*** (0.03)	0.68*** (0.03)	-0.46*** (0.04)
DIM Autoritarisme (numérique)	0.54*** (0.03)	-0.83*** (0.03)	0.82*** (0.06)

modèles incorporant des variables sociales et politiques qui peuvent être fortement corrélées entre elles. Dans tous les cas, l'examen des facteurs d'inflation de la variance (VIFs) n'indique aucune multi-colinéarité grave, avec des valeurs toutes inférieures à 2.

⁵⁶ Nonna Mayer, « The Impact of Gender on Votes for the Populist Radical Rights: Marine Le Pen vs. Eric Zemmour », *Modern & Contemporary France*, vol. 30, n°4, p. 445-460.

⁵⁷ On observe pour le vote Mélenchon un effet linéaire significatif et substantiel : la probabilité de vote pour le leader des Insoumis décroît ainsi de 27 % chez les moins de 25 ans jusqu'à 14 % chez les plus de 64 ans.

Constante	0.18 (0.29)	1.25*** (0.31)	-2.15*** (0.51)
N	10,424	10,424	10,424

Notes: *** $p < 0,001$; ** $p < 0,01$; * $p < 0,05$
Régressions logistiques binaires
Erreurs standards entre parenthèses
Données: ENEF vague #10 (CEVIPOF)

Nos données montrent l'effet, très largement établi, du capital éducatif comme principal facteur du vote Le Pen : la probabilité de vote pour la candidate du RN diminue de manière significative à mesure qu'augmente le niveau de diplôme, en contrôlant l'effet des autres variables sociodémographiques et attitudinales (modèle 1a). Les écarts sont significatifs et substantiels avec des probabilités prédites autour de 30 % chez les moins diplômés contre 11 % seulement chez les titulaires d'un titre universitaire. A l'inverse, l'électorat de Jean-Luc Mélenchon et, dans une moindre mesure, celui d'Éric Zemmour se caractérisent, eux, par des niveaux de diplôme plus élevés.

Les électeurs Le Pen et Mélenchon se rejoignent, par contre, dans la faiblesse de leur capital économique : l'élévation du niveau de patrimoine diminue de manière significative et substantielle les probabilités de vote en faveur de la candidate du RN et du chef de file des Insoumis (modèles 1a et 1b) ; en revanche, on observe un effet positif du capital économique sur la propension à soutenir Éric Zemmour, qui atteste du caractère plus « bourgeois » de son électorat.

Les trois modèles de base confirment en second lieu l'effet des variables attitudinales (Cf. Tableau 1).

Sans surprise, le vote en faveur des deux candidats de droite populiste apparaît fortement structuré par les questions culturelles relatives à l'immigration, à la sécurité et à la défense, qui sous-tendent l'échelle d'autoritarisme culturel utilisée dans ces trois premiers modèles. Ces effets sont substantiels : la probabilité de se tourner vers Marine Le Pen augmente de manière significative avec le score sur la dimension culturelle, de 5 à 31 % d'une extrémité à l'autre de l'axe (modèle 1a) ; pour Éric Zemmour, les gains sont également significatifs, de 1 % à 9 % sur cette même échelle d'attitude (modèle 1c). A gauche, l'autoritarisme culturel éloigne à l'inverse très sensiblement les électeurs du vote Mélenchon au premier tour de l'élection présidentielle : la probabilité prédite de choisir le candidat de la France Insoumise est de 60 % au pôle le plus libertaire et décroît de manière monotone jusqu'à moins de 10 % au pôle le plus autoritaire de l'axe (modèle 1b).

Une même conclusion s'établit sur la dimension économique. Les électeurs de Jean-Luc Mélenchon à la gauche populiste apparaissent assez naturellement les plus en faveur de la redistribution. L'effet est homogène et substantiel avec une augmentation des probabilités prédites de vote en faveur du chef de file des Insoumis de 5 à 43 % d'une extrémité à l'autre de l'échelle d'attitudes relatives à la redistribution (modèle 1b). A l'inverse, les préférences pro-redistribution produisent une baisse significative des probabilités prédites de vote Zemmour et Le Pen, de 7 à 1 % pour le premier (modèle 1c), de 30 à 9 % pour la seconde (modèle 1a).

Enfin, ces modèles valident très largement l'hypothèse de votes en faveur des candidats populistes comme expression d'un vote sanction, indépendamment des positions des individus sur chacune des deux grandes dimensions de compétition, économique et culturelle. Les

jugements rétrospectifs positifs sur l'économie du pays sont tous négativement corrélés avec la propension à soutenir Marine Le Pen, Éric Zemmour ou Jean-Luc Mélenchon. Le passage du pôle le plus négatif au plus positif de l'échelle en quatre positions d'évaluation de la situation économique produit ainsi une diminution substantielle des probabilités de votes populistes de respectivement -15 points, -5 points et -6 points pour Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon et Éric Zemmour.

Chacun des candidats populistes a également, à des degrés divers, mobilisé sur le rejet du président sortant. L'effet est ici particulièrement notable auprès de l'électorat Le Pen : la probabilité de voter pour la candidate du RN passe de 7 à 33 % selon l'évaluation positive ou négative de la présidence Macron et la perception de l'« échec » de ce dernier ; pour Jean-Luc Mélenchon, l'écart est moins important mais néanmoins substantiel, de l'ordre de +15 points des jugements les plus positifs aux plus négatifs. De son côté, Éric Zemmour paraît avoir plus faiblement capitalisé sur l'anti-macronisme, avec un différentiel prédit beaucoup plus modeste de l'ordre de 5 points d'une extrême à l'autre de l'échelle ⁵⁸.

Des effets différentiels des crises sur les votes pour les candidats populistes en 2022

Qu'en est-il à présent de l'effet de chacune des crises sur le soutien individuel aux trois principaux candidats populistes au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 ?

Les résultats d'une seconde série de modèles qui incluent la saillance des crises corroborent l'hypothèse d'effets différentiels (Cf. modèles 2a, 2b et 2c dans tableau 2). Cette variabilité est particulièrement visible pour la pandémie de Covid-19, tenant compte par ailleurs des caractéristiques socio-démographiques des individus et de leurs attitudes politiques, économiques et culturelles.

L'effet moyen de la saillance individuelle de la pandémie de Covid-19 est non significatif pour le vote en faveur de Marine Le Pen (modèle 2a) et il demeure négatif mais relativement marginal s'agissant de la probabilité de voter pour Jean-Luc Mélenchon (modèle 2b). On observe également un effet négatif assez faible pour le cas du vote Zemmour : en moyenne, les répondants qui citent la pandémie de coronavirus comme préoccupation ont une probabilité de vote de 3 % en faveur du leader de Reconquête, contre 9 % chez ceux qui ne la citent pas, en raisonnant ici, rappelons-le, « toutes choses égales par ailleurs » (modèle 2c).

Les résultats attestent, en revanche, d'un effet plus net de la saillance de la guerre en Ukraine sur la propension à voter pour chacun des trois candidats populistes, avec des coefficients négatifs dans tous les cas, qui tendent à confirmer l'hypothèse d'un réflexe « drapeau ». Cette crise internationale majeure a, semble-t-il, globalement pesé à la baisse sur les performances des populistes au premier tour de l'élection présidentielle avec, toutefois, des effets variables selon les candidats.

L'impact du conflit en Ukraine apparaît relativement marginal dans le vote Mélenchon. Il est beaucoup plus visible, en revanche, chez les deux protagonistes de la droite radicale populiste, Marine Le Pen et Éric Zemmour, avec des différentiels de probabilités prédites de -4 points pour la candidate du RN et de -6 points pour l'ancien polémiste. Ces résultats montrent un effet

⁵⁸ Rappelons que l'échelle va des jugements « très négatifs » à « très positifs » ; on commente ici les résultats en ordre inverse.

moyen négatif, qui pourrait refléter l'impact électoral des prises de positions pro-Poutine et des sympathies pro-russes affichées par les deux candidats jusqu'à la veille de l'invasion en Ukraine.

Enfin, les coefficients pour l'enjeu du pouvoir d'achat – dont on rappelle qu'il a été très fortement lié aux crises du Covid et de la guerre en Ukraine tout au long de la campagne – suggèrent des effets significatifs mais néanmoins distincts sur la propension à se tourner vers chacun des trois candidats. L'effet est positif chez les électeurs de Marine Le Pen et de Jean-Luc Mélenchon, avec des probabilités de vote qui augmentent respectivement de 4 et 3 points, en résonance avec les discours très keynésiens et pro-redistribution des deux candidats ; il est négatif (-5 points), en revanche, chez les supporters d'Éric Zemmour, dont on a rappelé qu'il s'est placé résolument à droite sur l'axe économique et qu'il a assez peu abordé la question du coût de la vie pendant la campagne.

Tableau 2. Votes pour les candidats populistes au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 selon la saillance individuelle de la crise du Covid-19, de la guerre en Ukraine et du pouvoir d'achat

	Vote Le Pen (2a)	Vote Mélenchon (2b)	Vote Zemmour (2c)
Femme (réf=homme)	0.01 (0.05)	-0.07 (0.06)	-0.53*** (0.09)
Âge (numérique)	0.05*** (0.01)	-0.01 (0.01)	-0.04** (0.02)
Âge au carré	-0.001*** (0.0001)	-0.0000 (0.0001)	0.0005** (0.0002)
CAP-BEP (réf=sans diplôme)	-0.20 (0.13)	0.34 (0.18)	0.04 (0.24)
Baccalauréat	-0.53*** (0.13)	0.36* (0.18)	0.21 (0.23)
Bac+2 (DEUG, DUT, BTS)	-0.97*** (0.13)	0.43* (0.18)	0.42 (0.23)
Supérieur Bac +2	-1.38*** (0.13)	0.64*** (0.18)	0.39 (0.23)
Patrimoine (0-7) (numérique)	-0.05** (0.02)	-0.11*** (0.02)	0.07* (0.03)
Succès Présidence Macron (numérique)	-0.65*** (0.03)	-0.39*** (0.03)	-0.59*** (0.06)
Évol. économie nationale (numérique)	-0.37*** (0.04)	-0.14*** (0.04)	-0.33*** (0.06)
DIM Redistribution (numérique)	-0.38*** (0.03)	0.69*** (0.03)	-0.44*** (0.04)
DIM Autoritarisme (numérique)	0.54*** (0.03)	-0.83*** (0.03)	0.81*** (0.06)
Enjeu Pouvoir d'achat (cité)	0.24*** (0.05)	0.18** (0.06)	-0.49*** (0.09)
Enjeu Covid-19 (cité)	0.08 (0.10)	-0.21* (0.10)	-1.17*** (0.27)
Enjeu Guerre Ukraine (cité)	-0.26*** (0.07)	-0.14* (0.07)	-0.47*** (0.12)
Constante	0.04 (0.29)	1.19*** (0.32)	-1.84*** (0.51)
N	10,424	10,424	10,424

Notes:

*** $p < 0,001$; ** $p < 0,01$; * $p < 0,05$

Régressions logistiques binaires

Erreurs standards entre parenthèses

Données: ENEF vague #10 (CEVIPOF)

Quels effets des crises sur la compétition entre populistes ?

La coexistence dans l'espace politique français de différentes formes de populisme nous offre l'opportunité d'examiner plus précisément de quelle manière ces diverses variantes populistes sont entrées en concurrence les unes avec les autres dans le contexte de la 'polycrise' en 2022. On considère ici deux modèles supplémentaires dans lesquels on contraste les électeurs de Marine Le Pen avec ceux d'Éric Zemmour (modèle 3a), d'une part, et les électeurs de Marine Le Pen avec ceux de Jean-Luc Mélenchon, d'autre part (modèle 3b), en utilisant les spécifications des modèles précédents (voir Tableau 3).

Tableau 3. Effet de la saillance individuelle de la crise du Covid-19, de la guerre en Ukraine et du pouvoir d'achat sur la compétition entre candidats populistes au premier tour de l'élection présidentielle de 2022

(Réf=Vote Le Pen)	Vote Le Pen / Zemmour (3a)	Vote Le Pen / Mélenchon (3b)
Femme (réf=homme)	-0.44*** (0.10)	-0.06 (0.08)
Âge (numérique)	-0.06*** (0.02)	-0.02 (0.01)
Âge au carré	0.001*** (0.0002)	0.0002 (0.0002)
CAP-BEP (réf=sans diplôme)	0.14 (0.26)	0.29 (0.23)
Baccalauréat	0.43 (0.25)	0.58* (0.23)
Bac+2 (DEUG, DUT, BTS)	0.83** (0.26)	0.88*** (0.23)
Supérieur Bac +2	1.05*** (0.26)	1.43*** (0.23)
Patrimoine (0-7) (numérique)	0.08* (0.04)	-0.01 (0.03)
Succès Présidence Macron (numérique)	-0.09 (0.07)	0.31*** (0.05)
Évol. économie nationale (numérique)	-0.07 (0.07)	0.30*** (0.06)
DIM Redistribution (numérique)	-0.20*** (0.05)	0.88*** (0.05)
DIM Autoritarisme (numérique)	0.35*** (0.06)	-1.10*** (0.05)
Enjeu Pouvoir d'achat (cité)	-0.57*** (0.10)	0.09 (0.09)
Enjeu Covid-19 (cité)	-1.07*** (0.30)	-0.04 (0.15)
Enjeu Guerre Ukraine (cité)	-0.19 (0.14)	0.22* (0.11)
Constante	-0.99 (0.56)	-0.23 (0.45)
<i>N</i>	2,802	4,078

Notes:

*** $p < 0,001$; ** $p < 0,01$; * $p < 0,05$

Régressions logistiques binaires

Erreurs standards entre parenthèses

Données: ENEF vague #10 (CEVIPOF)

Les résultats confirment que les crises ont également eu un impact sur la compétition entre les divers candidats populistes. L'importance conférée à la crise du Covid différencie fortement, en particulier, les électeurs d'Éric Zemmour de ceux de Marine Le Pen, ces derniers se montrant en moyenne beaucoup plus préoccupés. La diminution de probabilité prédite de préférer Éric Zemmour à Marine Le Pen est ici de -12 points chez les répondants qui citent la crise du Covid-19 comme une préoccupation majeure par rapport à ceux qui n'en font pas mention.

Cette différence renvoie sans doute à l'impact économique du Covid, plus fortement ressenti dans les catégories populaires qui se sont encore massivement tournées vers la candidate du RN

en avril 2022⁵⁹. En attestent les effets du niveau de diplôme et des préférences pro-redistribution qui distinguent très nettement les deux pools d'électeurs dans le modèle 3a : les supporters d'Éric Zemmour apparaissent ainsi plus diplômés et mieux dotés économiquement et, surtout, beaucoup moins prônes que leurs homologues lepénistes à soutenir des politiques sociales de redistribution (Cf. Tableau 3). En outre, l'effet de l'enjeu du pouvoir d'achat diminue de manière sensible la probabilité de voter Zemmour plutôt que Le Pen – le différentiel est ici de -9 points pour les répondants qui citent le pouvoir d'achat comme une de leurs principales préoccupations.

En revanche, les électorsats Zemmour et Le Pen ne se distinguent pas l'un de l'autre pour ce qui concerne leur évaluation de la conjoncture économique ou leur rejet de la présidence d'Emmanuel Macron. On n'observe pas non plus de différence significative quant à l'impact de la guerre en Ukraine, signe de leurs positions communes vis-à-vis de la Russie et de Vladimir Poutine. Si elle a pesé sur la compétition populiste à droite, la crise ukrainienne a principalement exercé ses effets au travers de ses conséquences économiques mesurées indirectement ici par l'impact de la question du pouvoir d'achat sur la concurrence entre Marine Le Pen et Éric Zemmour.

S'agissant en second lieu de la compétition entre Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon, les résultats du modèle 3b confirment la très forte polarisation attitudinale des deux groupes d'électeurs sur les axes économique et culturel. Une différenciation s'établit également sur le bilan du quinquennat d'Emmanuel Macron et l'évaluation de la situation économique nationale : là, les supporters de Jean-Luc Mélenchon apparaissent moins critiques que ceux de Marine Le Pen, reflétant sans doute le caractère plus composite de l'électorat mélenchoniste en 2022 et la présence en son sein d'électeurs de gauche modérée, motivés par le vote utile et moins virulents à l'encontre du président sortant⁶⁰.

Cette polarisation tranche avec l'absence d'effet des crises dans le duel à distance entre la candidate du RN et le leader des Insoumis. Ni la guerre en Ukraine, ni la pandémie de Covid-19 n'ont, semble-t-il, véritablement distingué les deux principaux électorsats populistes de gauche et de droite en 2022 (modèle 3b). De la même façon, les préoccupations relatives au pouvoir d'achat semblent avoir été très largement partagées par les deux groupes d'électeurs et on n'observe pas ici d'effet significatif sur les probabilités de vote. Ces résultats sont particulièrement intéressants et confirment que l'effet des crises a essentiellement joué dans la compétition entre les candidats populistes et les candidats plus *mainstream*. Les crises n'ont pas, en revanche, contribué à différencier entre eux les électeurs de Jean-Luc Mélenchon et ceux de Marine Le Pen, notamment sur l'enjeu prédominant du pouvoir d'achat.

Crises et perception de l'échec d'Emmanuel Macron : quelles interactions ?

Au-delà des seuls effets moyens, il est important d'interroger la façon dont la saillance des crises au niveau individuel a pu interagir avec l'évaluation rétrospective d'Emmanuel Macron et la vision d'un « échec » de sa présidence, et la manière dont chacune de ces crises a pu peser sur le choix d'un candidat populiste en fonction du jugement – positif ou négatif – porté sur le bilan du président sortant. Cette dernière partie de l'analyse permet de mieux saisir la signification qui a pu, ainsi, être conférée à chacune des crises par les électrices et les électeurs.

⁵⁹ Pascal Perrineau (dir.), *Le vote clivé. Op.cit.*

⁶⁰ Bruno Cautrès, « Le coup de maître de Jean-Luc Mélenchon », dans Pascal Perrineau (dir.), *Le vote clivé., op.cit.*, p.203-224.

A cet effet, on teste un ensemble de modèles d'interactions de la saillance de la pandémie de Covid-19, de la guerre en Ukraine et du pouvoir d'achat en fonction de l'évaluation négative ou positive de la présidence d'Emmanuel Macron, pour les votes Le Pen, Mélenchon et Zemmour, une nouvelle fois contrastés avec l'ensemble des autres électeurs (Modèles 4a, 4b et 4c). Pour faciliter l'interprétation, chaque effet d'interaction est testé individuellement et successivement ; on conserve par ailleurs l'ensemble des contrôles socio-démographiques et attitudinaux des modèles précédents. Le détail complet de ces modèles est fourni en Annexe A3. On se limite ici à la présentation des coefficients d'interaction (Tableau 4) et des graphiques de probabilités prédites les plus significatives.

Tableau 4. Coefficients d'interactions pour la saillance de la pandémie de Covid-19, de la guerre en Ukraine et du pouvoir d'achat, selon l'évaluation de la présidence d'Emmanuel Macron, pour chaque candidat populiste

	Vote Le Pen	Vote Mélenchon	Vote Zemmour
<i>Évaluation de la présidence Macron</i> X			
Guerre en Ukraine	-0,44*** (t=-5,89)	-0,37*** (t=-5,15)	-0,31* (t=-2,35)
Pandémie de Covid-19	-0,49*** (t=-4,34)	-0,24* (t=-2,34)	0,20* (t=2,05)
Pouvoir d'achat	-0,14* (t=-2,37)	0,14* (t=2,44)	n.s.

Note : coefficients des effets d'interactions obtenus à partir des modèles 4a, 4b et 4c (voir détail complet en annexe A3) ; valeur de *t* entre parenthèses ; ****p* < 0,001; ***p* < 0,01; **p* < 0,05; n.s. = non significatif

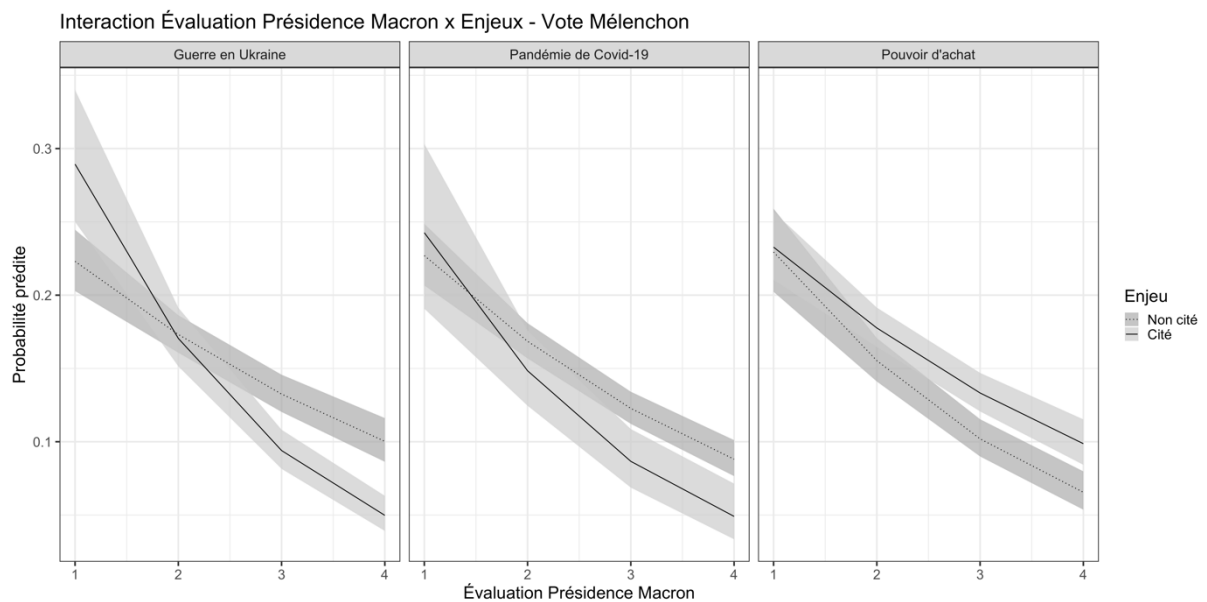
Les résultats montrent tout d'abord l'absence d'effets d'interactions significatifs substantiels pour le vote Zemmour (Modèle 4c)⁶¹. Si chacune des crises a, nous l'avons souligné précédemment, contribué à diminuer les probabilités de vote en faveur du leader de Reconquête, ces effets ont manifestement opéré indépendamment du jugement porté sur le bilan de la présidence d'Emmanuel Macron. Ces résultats laissent entrevoir des effets essentiellement « endogènes », plus probablement liés à la personnalité polémique du candidat et, plus fortement encore, à sa radicalité idéologique. La question du pouvoir d'achat a joué à l'encontre de l'ancien polémiste, quelle que soit par ailleurs l'appréciation portée sur le succès ou l'échec de l'exécutif, témoignage des positions économiques plus à droite d'Éric Zemmour pendant la campagne, qui ont éloigné l'ancien chroniqueur du *Figaro* de l'électorat le plus concerné par la hausse du coût de la vie (Cf. Tableau 4).

S'agissant du vote Mélenchon, on observe un impact différentiel, qui concerne principalement la guerre en Ukraine (Modèle 4b). Les probabilités conditionnelles présentées dans la Figure 1 suggèrent que l'importance accordée par les individus à la crise ukrainienne a produit des effets opposés selon le degré de satisfaction à l'égard du bilan du président sortant. Associé à une évaluation positive de la présidence Macron, le conflit en Ukraine semble avoir plutôt favorisé un « effet drapeau » en diminuant la probabilité de voter pour le leader des Insoumis, avec un

⁶¹ Les effets d'interactions pour la guerre en Ukraine et la pandémie de Covid-19 sont significatifs au seuil de *p* < 0,05, mais ils sont négligeables en amplitude.

écart de -5 points pour les jugements les plus positifs sur l'échelle (score 4) (Cf. Figure 1). Pour les individus, en revanche, pour lesquels Emmanuel Macron a « échoué » – c'est-à-dire la position la plus basse sur l'échelle (score 1) –, l'importance accordée à la crise ukrainienne paraît à l'inverse avoir joué en faveur du vote Mélenchon, avec un surcroît de mobilisation de +7 points, traduisant potentiellement certaines des colères associées à la gestion du conflit par le locataire de l'Élysée.

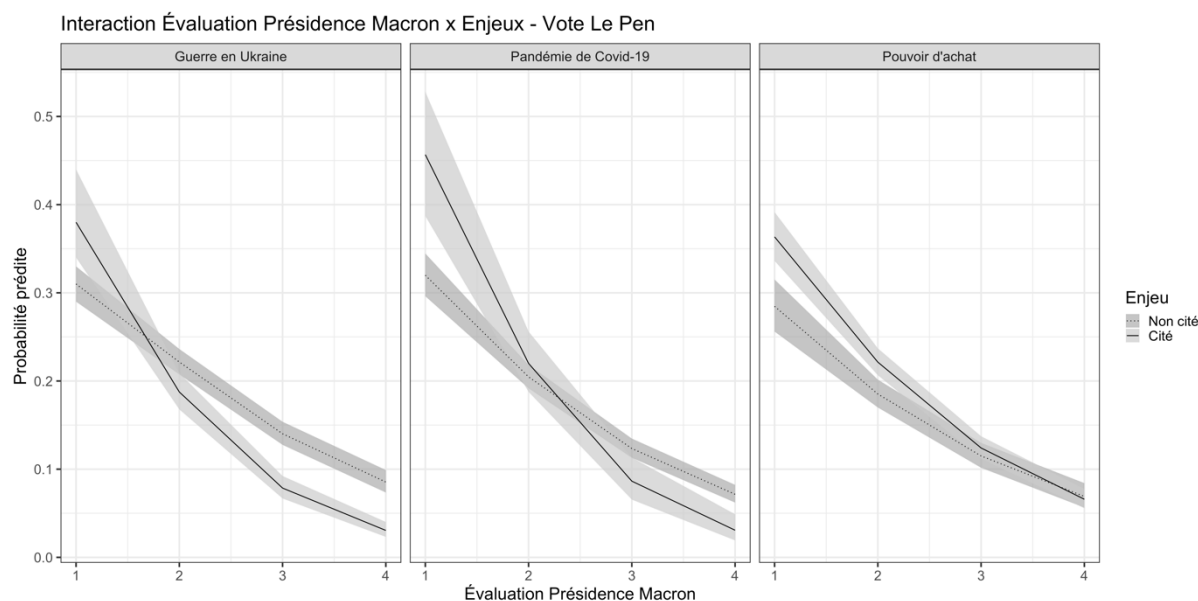
Figure 1. Probabilités de vote Mélenchon selon la saillance de la guerre en Ukraine, de la pandémie de Covid-19 et du pouvoir d'achat, en fonction de l'évaluation de la présidence d'Emmanuel Macron



Note : probabilités obtenues à partir des trois tests successifs d'effets d'interactions dans le modèle 4b (voir annexe A3)

C'est chez les électeurs de Marine Le Pen que de tels effets différentiels des crises sont toutefois le plus remarquables (Modèle 4a). On retrouve, comme pour Jean-Luc Mélenchon, l'impact de la guerre en Ukraine. Celle-ci a réduit la probabilité de vote pour la candidate RN chez les individus les plus satisfaits du bilan d'Emmanuel Macron (score 4) – avec des écarts de l'ordre de -6 points. Le conflit ukrainien a, comme chez les électeurs mélenchonistes, augmenté à l'inverse la probabilité de vote Le Pen chez ceux pour qui le président a « échoué » (score 1), avec une sur-mobilisation importante de l'ordre de +8 points, tenant compte, rappelons-le, de l'ensemble des autres paramètres sociologiques et attitudinaux (Cf. Figure 2).

Figure 2. Probabilités de vote Le Pen selon la saillance de la guerre en Ukraine, de la pandémie de Covid-19 et du pouvoir d'achat, en fonction de l'évaluation de la présidence d'Emmanuel Macron



Note : probabilités obtenues à partir des trois tests successifs d'effets d'interactions dans le modèle 4a (voir annexe A3)

Ce même effet « croisé » est visible et plus important encore s'agissant de la pandémie de Covid-19. A l'instar du conflit ukrainien, celle-ci a réduit le soutien à Marine Le Pen chez les électrices et électeurs les plus satisfaits du bilan d'Emmanuel Macron – les écarts sont ici autour de -4 points. A l'inverse, la crise du coronavirus semble avoir interagi plus fortement avec le mécontentement à l'encontre du président en exercice. Chez les plus critiques d'Emmanuel Macron, la saillance de la pandémie accroît ainsi la probabilité du vote Le Pen de pas moins de 14 points, passant de 32 % chez les enquêtés qui ne citent pas le Covid-19 comme une préoccupation majeure, à 46 % chez ceux qui en font état dans leurs réponses, signe de l'impact qu'a pu avoir dans l'électorat la politisation négative par Marine Le Pen de la crise du coronavirus et ses multiples critiques portées à l'encontre de l'exécutif tout au long de la crise sanitaire.

On observe, pour terminer, une tendance similaire mais de relativement plus faible amplitude pour l'enjeu du pouvoir d'achat. L'effet de « sur-mobilisation » chez les individus mécontents du bilan du président sortant est ici plus réduit, avec une augmentation de probabilités de +7 points pour les plus critiques. En revanche, parmi ceux qui ont une opinion positive de la présidence d'Emmanuel Macron, la saillance du pouvoir d'achat ne produit aucun changement notable dans la probabilité de vote en faveur de Marine Le Pen, confirmant que la politisation par la cheffe de file du RN des enjeux socio-économiques a probablement surtout résonné auprès d'un électorat fortement critique, par ailleurs, du bilan du président sortant, notamment dans les catégories populaires les plus affectées par la hausse du coût de la vie.

Au regard de la nature polymorphe des crises envisagées ici, il est important de tenter de discerner certains des mécanismes qui ont pu présider à l'articulation entre les jugements portés sur le bilan d'Emmanuel Macron et l'importance conférée par les électrices et électeurs à chacune des crises. Nos données nous permettent, en particulier, d'interroger la dimension plus

strictement économique de l'évaluation rétrospective du quinquennat à partir de la variable de perception subjective de la dégradation de la situation économique nationale. On prolonge, en cela, la réflexion sur l'intersection des votes populistes et des votes rétrospectifs.

On teste trois modèles d'interactions de la saillance de la pandémie de Covid-19, de la guerre en Ukraine et du pouvoir d'achat en fonction, cette fois, de l'évaluation sociotropique rétrospective par les répondants de l'évolution de l'économie nationale au cours des cinq dernières années, pour les votes Le Pen, Mélenchon et Zemmour (voir le détail des modèles 5a, 5b et 5c en Annexe A4). Les coefficients d'interactions sont présentés dans le tableau 5. Deux résultats méritent d'être ici soulignés.

Tableau 5. Coefficients d'interactions pour la saillance de la pandémie de Covid-19, de la guerre en Ukraine et du pouvoir d'achat, selon l'évaluation de la situation économique nationale, pour chaque candidat populiste

	Vote Le Pen	Vote Mélenchon	Vote Zemmour
<i>Évaluation de situation économique nationale</i> X			
Guerre en Ukraine	-0,27*** (<i>t</i> =-3,40)	-0,39*** (<i>t</i> =-5,34)	n.s.
Pandémie de Covid-19	n.s.	-0,61*** (<i>t</i> =-5,11)	0,28* (<i>t</i> =2,67)
Pouvoir d'achat	-0,25*** (<i>t</i> =-3,93)	0,27*** (<i>t</i> =4,30)	n.s.

Note : coefficients des effets d'interactions obtenus à partir des modèles 5a, 5b et 5c (voir détail complet en annexe A4) ; valeur de *t* entre parenthèses ; ****p* < 0,001; ***p* < 0,01; **p* < 0,05; n.s. = non significatif

Cette nouvelle série de modèles confirme, en premier lieu, que la saillance de l'enjeu du pouvoir d'achat a fortement interagi avec le jugement rétrospectif sur l'économie nationale dans la structuration des votes en faveur des deux principaux candidats populistes, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon ⁶², avec toutefois des effets différents (modèles 5a et 5b, voir graphiques de probabilités prédites en Annexe A4).

S'agissant de la candidate du RN, l'importance conférée au pouvoir d'achat a surtout produit un « sur-vote » chez les individus qui ont eu par ailleurs le sentiment d'une forte dégradation de la situation économique au cours des cinq ans écoulés, avec un écart de l'ordre de 8 points (modèle 5a, voir graphique de probabilités en Annexe A4). On retrouve ici la logique d'un vote sanction portant sur le bilan économique de l'exécutif, articulé avec l'importance accordée à la question du coût de la vie. A l'inverse, pour ce qui concerne le vote en faveur de Jean-Luc Mélenchon, l'effet d'interaction, également significatif et substantiel, montre que le soutien au leader des Insoumis est, lui, demeuré relativement indépendant du jugement sur la conjoncture économique mais uniquement chez les électrices et électeurs qui se sont dit concernés par la question du pouvoir d'achat (modèle 5b). On entrevoit ici l'impact du programme de gauche radicale très orienté vers la redistribution, incarné par Jean-Luc Mélenchon, qui lui a

⁶² On ne note pas de différence significative s'agissant du vote en faveur d'Éric Zemmour.

probablement permis de mobiliser l'électorat inquiet de la baisse du pouvoir d'achat, indépendamment des jugements portés par ailleurs sur l'évolution de la conjoncture économique nationale.

En second lieu, on observe des différences notables concernant la pandémie de Covid-19, qui éclairent notre compréhension de certaines des conséquences politiques de la crise du coronavirus. Celle-ci a pesé très fortement en faveur de Jean-Luc Mélenchon chez les individus les plus critiques quant à la dégradation de la situation économique ; l'effet d'interaction est significatif et substantiel, et indique un « sur-vote » autour de 8 points pour le chef de file des Insoumis (Cf. graphiques de probabilités prédites en Annexe A4). L'impact de la crise sanitaire sur le populisme de gauche semble donc bien avoir été principalement d'ordre économique. A l'inverse, s'agissant du vote Le Pen, l'effet d'interaction pour la pandémie de Covid-19 devient ici non significatif (Cf. Tableau 5). Au regard des observations précédentes, ce résultat suggère que la crise sanitaire a essentiellement exercé ses effets sur le vote en faveur de la candidate du RN sur les aspects non strictement économiques du bilan d'Emmanuel Macron –masques, confinements, vaccins–, en lien avec la politisation par Marine Le Pen de l'impréparation, de l'échec et des « mensonges » de l'exécutif sur ces questions.

Polycrise et vote sanction pour les candidats non-populistes

Reste, pour terminer, la question de la spécificité du vote en faveur des candidats populistes au regard d'autres candidats. Par hypothèse, le vote « sanction » tel qu'il a opéré dans le contexte de la « polycrise » peut avoir profité à d'autres candidats d'opposition, non-populistes ceux-là, présents au premier tour de l'élection présidentielle de 2022, quand bien même le soutien en faveur de ces derniers est demeuré très limité, en-deçà des 5 % des suffrages exprimés.

Nonobstant ces faibles scores, on procède ici à une ultime série d'analyses comparant le poids des évaluations du président sortant et de l'économie, combinées à la saillance des crises, pour les principaux candidats d'opposition non-populistes, à savoir Valérie Pécresse, candidate Les Républicains à droite (4,8% des suffrages exprimés) et Yannick Jadot (4,6%), candidat d'Europe Écologie-Les Verts (EELV). La grande taille de notre échantillon rend possible une telle analyse. Comme précédemment, on spécifie trois effets d'interactions des crises avec l'évaluation rétrospective du bilan d'Emmanuel Macron (voir le détail des modèles 6a et 6b et graphiques de probabilités en Annexe A5)⁶³. On se limite ici à l'examen des coefficients d'interaction (Cf. tableau 6).

⁶³ Les effectifs sont les suivants : vote Pécresse (N=850), vote Jadot (N=687) et vote Extrême-gauche / Roussel (N=527). Les modèles sont spécifiés en utilisant les mêmes variables que précédemment.

Tableau 6. Coefficients d'interactions pour la saillance de la pandémie de Covid-19, de la guerre en Ukraine et du pouvoir d'achat, selon l'évaluation de la présidence d'Emmanuel Macron, pour le vote en faveur de Valérie Pécresse et de Yannick Jadot

	Vote Pécresse	Vote Jadot
<i>Évaluation de la présidence Macron</i> X		
Guerre en Ukraine	-0,56*** (<i>t</i> =-5,73)	-0,45*** (<i>t</i> =-4,55)
Pandémie de Covid-19	n.s.	n.s.
Pouvoir d'achat	n.s.	n.s.

Note : coefficients des effets d'interactions obtenus à partir des modèles 6a et 6b (voir détail complet en annexe A5) ; valeur de *t* entre parenthèses ; ****p* < 0,001; ***p* < 0,01; **p* < 0,05; n.s. = non significatif

Dans les deux cas, seule la guerre en Ukraine semble avoir eu un impact significatif sur la propension à voter pour Valérie Pécresse ou Yannick Jadot (Cf. Tableau 6). On retrouve ici l'effet différentiel de la crise ukrainienne en fonction de l'évaluation rétrospective du bilan d'Emmanuel Macron : associée à des jugements négatifs, la saillance du conflit en Ukraine produit une élévation, modeste, de la probabilité de vote Pécresse et Jadot ; à l'inverse, lorsqu'elle est citée conjointement à une vision positive du bilan du président sortant, la crise ukrainienne produit une baisse de la probabilités de votes pour les deux principaux candidats d'opposition non-populistes.

Il faut noter cependant des différences notables par rapport aux effets d'interactions observés pour Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon, notamment. D'une part, la pandémie de Covid-19 et le pouvoir d'achat n'ont eu que peu d'effet sur les votes Pécresse et Jadot ; d'autre part, et surtout, on n'observe pas ici de vote sanction auprès des individus qui se disent moins préoccupés par le conflit ukrainien : au contraire, chez ces électrices et ces électeurs, la probabilité de vote Jadot et Pécresse croît avec le degré de satisfaction exprimé à l'égard du bilan d'Emmanuel Macron, soit un effet inverse de celui observée pour les candidats populistes. Si Valérie Pécresse ou Yannick Jadot ont pu, donc, incarner un vote sanction non-populiste dans le contexte de la polycrise, celui-ci a concerné le seul enjeu de la guerre en Ukraine.

Discussion

A partir des données de l'Enquête électorale française, cet article a examiné l'effet de la « polycrise » produite par la superposition de la pandémie de Covid-19, le déclenchement de l'offensive russe en Ukraine et leurs conséquences socio-économiques, sur les choix de votes en faveur des candidats populistes à l'occasion de l'élection présidentielle d'avril 2022. Les résultats de l'analyse confirment que ces crises ont eu des effets hétérogènes sur les comportements individuels, selon la crise considérée et pour chacun des principaux acteurs populistes en lice à l'occasion de ce scrutin.

Au-delà de leurs implications pour la compréhension des choix électoraux propres aux élections de 2022 en France, ces résultats livrent quelques réflexions plus générales quant à

l'appréhension du phénomène populiste contemporain, des liens que ce dernier entretient avec la notion de crise et la manière dont les électrices et les électeurs peuvent, au travers du soutien aux leaders populistes, exprimer un vote sanction de l'exécutif dans un contexte de « polycrise ».

Nos résultats rappellent en premier lieu certains éléments de différenciation et de convergence des votes en faveur des populismes de gauche et de droite. L'examen des déterminants individuels des votes en faveur des leaders populistes met en évidence l'importance de considérer le caractère pluriel du phénomène, la diversité des enjeux qu'il mobilise et les différents substrats idéologiques sur lesquels il s'appuie. A cet égard, nos données montrent que les électors de Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon et Éric Zemmour demeurent caractérisés par la variabilité de leurs positions sur les principales dimensions économiques et/ou culturelles de compétition, corroborant très largement en cela la littérature empirique consacrée aux votes populistes.

Parallèlement, les résultats confirment la convergence des votes en faveur des candidats populistes sur une même sanction des performances de l'exécutif. A des degrés divers, Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon et Éric Zemmour ont tous trois capitalisé sur le rejet d'Emmanuel Macron, la perception de l'échec de ce dernier et le sentiment d'une dégradation de la situation économique nationale.

L'analyse conduite ici éclaire en second lieu la nature « hybride » du cycle populiste français de 2022 ⁶⁴. Ce caractère hybride résulte de la coexistence, sur les mêmes enjeux –guerre en Ukraine et pandémie de Covid-19– et dans un même espace de compétition politico-électorale, d'une part, de votes portés par la sanction d'Emmanuel Macron et, d'autre part, d'un « effet drapeau » qui, quand bien même il est sans doute demeuré relativement marginal, a pu venir contrebalancer le vote en faveur des candidats populistes. Nos résultats vérifient globalement l'hypothèse d'effets différentiels des crises et de la présence simultanée, pour une même crise, d'un « sur-vote » en faveur des candidats populistes, motivé par la sanction de l'exécutif, ou, à l'inverse, d'une moindre propension à soutenir ceux-ci lorsque l'évaluation du bilan du président sortant a été, elle, plus positive.

S'il est toujours difficile naturellement d'établir un lien direct entre offre partisane et demande électorale ⁶⁵, nos résultats nous ramènent à l'hypothèse de « mise en scène » des crises, formulée par Benjamin Moffit. Prise comme une « série concaténée de crises », la polycrise de 2022 a ouvert des espaces multiples de politisation, sur une diversité d'enjeux dont les leaders populistes ont pu se saisir pour occuper ces différents espaces et mobiliser sur le sentiment d'échec d'Emmanuel Macron.

La guerre en Ukraine illustre parfaitement l'impact différentiel d'une même crise au sein de l'électorat. Associé à une évaluation positive de la présidence Macron, le conflit ukrainien, par sa dimension géopolitique, semble avoir favorisé un « effet drapeau » au détriment de candidats populistes jugés peu crédibles sur la scène internationale et coupables par ailleurs de sympathies pro-russes revendiquées. La stature présidentielle d'Emmanuel Macron et son rôle actif sur la scène internationale ont sans doute joué ici un rôle dans l'activation d'un tel réflexe

⁶⁴ Gilles Ivaldi, « Populismes européens : poussée de la droite radicale et fin du moment hybride », *Futuribles*, n°454, mai-juin 2023, p.73-86.

⁶⁵ Frank Mols et Jolanda Jetten, « Understanding Support for Populist Radical Right Parties: Toward a Model That Captures Both Demand-and Supply-Side Factors », *Frontiers in Communication*, vol. 5, 2020, <https://doi.org/10.3389/fcomm.2020.557561>.

« drapeau »⁶⁶, y compris face à des candidats non-populistes : combinée à une appréciation positive du bilan du président sortant, la crise ukrainienne a, nous l'avons vu, diminué également les probabilités de votes pour Yannick Jadot et Valérie Pécresse.

Ce même conflit a, à l'inverse, produit un surcroît de mobilisation en faveur de Marine Le Pen et de Jean-Luc Mélenchon auprès des électrices et des électeurs les plus critiques du bilan du président sortant, attestant d'un vote sanction arrimé à la question ukrainienne et à sa gestion par Emmanuel Macron. Dans ce second cas de figure, les relations très ambiguës des principaux leaders populistes avec la Russie de Vladimir Poutine paraissent avoir été reléguées au second plan des choix électoraux individuels pour laisser place aux inquiétudes économiques consécutives à la crise ukrainienne.

A cet égard, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon ont, de manière très stratégique, joué sur les insécurités économiques et sociales face à la flambée des prix. Tous deux ont avancé une large gamme de mesures de redistribution et d'intervention publique contre l'inflation. Le programme de gauche radicale porté depuis de nombreuses années par Jean-Luc Mélenchon a permis à ce dernier d'asseoir sa position de candidat du pouvoir d'achat, de manière relativement indépendante des jugements portés par ailleurs sur le bilan d'Emmanuel Macron ou sur l'évolution de la conjoncture économique nationale.

La politisation par Marine Le Pen des enjeux socio-économiques a trouvé un écho auprès d'électrices et d'électeurs très critiques du bilan d'Emmanuel Macron. La saillance de l'enjeu du pouvoir d'achat a également fortement interagi avec les jugements rétrospectifs négatifs sur l'économie nationale, produisant un « sur-vote » en faveur de la candidate RN. La capacité de Marine Le Pen de mobiliser l'électorat de la crise du pouvoir d'achat atteste du succès du travail de reformulation programmatique sur les questions économiques et sociales, entrepris depuis une dizaine d'années. La présidente du RN a très largement exploité, nous l'avons souligné, le créneau social-populiste pour s'adresser aux catégories populaires. Nos données confirment à cet égard que l'électorat Le Pen de 2022 est resté assez faiblement diplômé et peu doté économiquement, au sein de groupes sociaux particulièrement vulnérables à l'impact de l'inflation⁶⁷.

L'effet différentiel des crises s'illustre, enfin, pour la pandémie de Covid-19, dont nos résultats suggèrent qu'elle a pu constituer un enjeu « caché » de la présidentielle de 2022. A la lumière des analyses conduites dans cet article, la crise du coronavirus paraît pour partie assimilable à d'autres grandes crises internationales telles qu'initialement conceptualisées dans la théorie du « drapeau ». On retrouve ici l'effet croisé identifié précédemment : associées à une évaluation négative du bilan d'Emmanuel Macron, les préoccupations liées à la pandémie de Covid-19 ont produit un surcroît de mobilisation en faveur, notamment, de Jean-Luc Mélenchon et de Marine Le Pen ; à l'inverse, on a observé une moindre propension à se tourner vers les candidats populistes auprès des électrices et électeurs préoccupés de la crise sanitaire mais satisfaits de l'action du président sortant.

Cet effet a opéré, il faut le rappeler, de manière variable selon les principaux candidats populistes. Dans l'électorat de Jean-Luc Mélenchon, la pandémie de Covid-19 a pesé chez les

⁶⁶ La vague 8 de l'Enquête électorale, conduite en mars 2022, montre ainsi que 64 % des personnes interrogées jugent Emmanuel Macron « capable de faire face à une crise grave (économique, sanitaire, internationale, attentat) » contre 36 % pour Marine Le Pen, 27 % pour Jean-Luc Mélenchon et à peine 22 % pour Éric Zemmour.

⁶⁷ Cf. Solen Berhuet et Sandra Hoibian, « Inflation : les classes moyennes à la peine », *Consommation & Modes de Vie*, N°CMV327, décembre 2022.

individus les plus critiques face à la dégradation de la situation économique nationale, suggérant un impact essentiellement économique de la crise sanitaire sur le populisme de gauche. A l'inverse, chez les électeurs de Marine Le Pen, la crise du coronavirus a principalement interagi avec le mécontentement à l'égard du bilan d'Emmanuel Macron, beaucoup moins avec l'évaluation de la conjoncture économique, reflétant la dimension très politique des multiples critiques portées par la présidente du RN quant à l'impréparation, l'échec et les « mensonges » de l'exécutif.

De tels effets ont également distingué les deux principaux candidats populistes des candidats non-populistes. La pandémie de Covid-19 et le pouvoir d'achat n'ont eu que peu d'impact sur les votes en faveur de Valérie Pécresse et Yannick Jadot. Contrairement à Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon, la candidate des Républicains et le représentant d'EELV n'ont que peu mobilisé sur le rejet de la présidence d'Emmanuel Macron, laissant à leurs challengers populistes le soin d'incarner le véritable vote sanction du président sortant.

Nos résultats vont ainsi à l'encontre de l'idée d'une causalité univoque qui ferait de la crise le facteur explicatif des réponses populistes. L'analyse du cas français fournit une illustration empirique de la complexité du lien qui unit populisme et crise, sous l'angle spécifique de la « demande » électorale, mettant en évidence les mécanismes complexes au travers desquels les électrices et les électeurs se saisissent des crises et leur confèrent une importance et, plus encore, une signification particulière pour leur décision de vote.

Il faut revenir brièvement ici sur les ambitions relativement modestes de l'analyse conduite dans cet article, et sur certaines de ses limites. Un point important concerne, nous l'avons évoqué, la saillance relative de chacune des crises. Nos données montrent que, si le pouvoir d'achat a constitué un enjeu très important pour une large majorité d'électrices et d'électeurs, la guerre en Ukraine et la pandémie de Covid-19 ont, elles, comparativement, moins occupé les esprits au moment du vote. S'ils mettent en évidence des effets significatifs, nos résultats méritent donc, on le voit, d'être nuancés à l'aune de cette saillance relative des diverses crises dans le scrutin de 2022.

Il demeure en outre à l'évidence d'autres facteurs explicatifs des comportements électoraux à l'occasion de l'élection présidentielle française. On songe, entre autres, ici aux stratégies des deux principaux acteurs populistes, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon et aux divers rééquilibres auxquels ces derniers ont procédé en 2022, dont on peut penser qu'ils ont également pesé sur les choix de vote le jour du scrutin. On a assisté à des reconfigurations stratégiques, idéologiques et organisationnelles significatives au sein de la scène populiste hexagonale à l'occasion de ces élections, qui ont reflété les tentatives d'adaptation des acteurs populistes aux contraintes et opportunités produites par la logique institutionnelle du système semi-présidentiel.

Chez Marine Le Pen, le populisme anti-establishment se trouve, nous l'avons souligné, en tension depuis plusieurs années avec la quête de respectabilité, qui est au cœur de la stratégie de « dédiabolisation »⁶⁸ ; du côté de Jean-Luc Mélenchon, les évolutions récentes illustrent une même oscillation entre radicalité protestataire et recherche de crédibilité présidentielle⁶⁹. Ces stratégies centripètes ont tranché avec le positionnement radical d'un Éric Zemmour pendant la campagne présidentielle. Chacune des crises a, nous l'avons souligné, contribué à diminuer de

⁶⁸ Sylvain Crépon *et al.*, *Les faux semblants du Front National*, *op.cit.*

⁶⁹ Voir à ce propos l'analyse récente de Manuel Cervera-Marzal, *Le populisme de gauche : Sociologie de la France insoumise*, Paris, La Découverte, 2021.

manière substantielle les probabilités de vote en faveur du leader de Reconquête, et ces effets ont opéré indépendamment du jugement porté sur le bilan de la présidence d'Emmanuel Macron ou de l'évaluation de la situation économique nationale. On a fait ici l'hypothèse d'effets essentiellement « endogènes » liés à la personnalité très clivante d'Éric Zemmour, à sa campagne radicale ponctuée de provocations et de reprise des thèses d'extrême-droite, telles que le « grand remplacement » ou la « remigration ». Face aux insécurités et inquiétudes produites par la polycrise, les électeurs paraissent ainsi s'être détournés d'un candidat au profil trop extrémiste, dont il faut souligner qu'il a été perçu comme « inquiétant » par une large majorité d'électorales et d'électeurs ⁷⁰.

Plus généralement, et pour terminer, l'examen des effets sur la décision électorale des interactions entre les stratégies de normalisations des leaders populistes, articulées avec la mobilisation d'attitudes et de sentiments anti-establishment, et la « spectacularisation » des crises par ces acteurs, constitue une piste de recherche particulièrement féconde qu'il conviendrait d'explorer à l'avenir. Au-delà, enfin, des seuls variables de votes en faveur des candidats populistes, il faudrait s'interroger plus généralement sur l'impact des attitudes populistes telles qu'elles peuvent être mesurées auprès des électrices et des électeurs ⁷¹, et la manière dont de telles attitudes peuvent, elles aussi, interagir avec la perception des crises dans la détermination des choix électoraux.

⁷⁰ A quelques jours du premier tour, pas moins de 65 % des Français déclarent qu'Éric Zemmour « les inquiète » contre 51 % pour Marine Le Pen et 52 % pour Jean-Luc Mélenchon ; seuls 21 % des enquêtés jugent par ailleurs qu'Éric Zemmour « a l'étoffe d'un président » (Enquête électorale, vague 8, mars 2022).

⁷¹ Agnes Akkerman, Cas Mudde et Andrej Zaslove, « How Populist Are the People? Measuring Populist Attitudes in Voters », *Comparative Political Studies*, vol. 47, n° 9, 2014, p. 1324-1353.